

Rapport de la tournée

L'audace d'agir

par Catherine Fournier, députée de Marie-Victorin

Pourquoi une tournée des cégeps et des universités?

Cet élément se pose tant comme avertissement que comme constat.

En effet, bien que les discussions et les débats aient été similaires partout où je suis passée dans ma tournée, les points de vue exprimés par les jeunes – même quand l'un d'eux se dégageait de façon majoritaire ou revenait plus souvent parmi les souhaits exprimés – étaient d'une grande diversité.

Cela est sans compter que ma tournée n'a malheureusement pas pu rejoindre toutes les catégories de jeunes, se limitant aux étudiants universitaires et (surtout!) collégiaux. De plus, elle a majoritairement rejoint celles et ceux gravitant dans les domaines liés aux sciences humaines. Finalement, certaines régions ont été mieux couvertes que d'autres. Il va sans dire que l'ensemble de ces facteurs a certainement un impact sur les résultats ici rassemblés.

Cela étant dit, j'ai néanmoins été étonnée de constater à quel point les enjeux identifiés et les discussions entamées ont pu se ressembler, de conférence en conférence, de cégep en cégep, de région en région. Une certaine conscience nationale générationnelle existe donc bel et bien au Québec, même si elle s'exprime évidemment dans un éventail d'opinions diversifiées.



Ma tournée en bref

- Entre le 31 janvier et le 4 mai 2018, 38 visites ont été effectuées dans 36 établissements d'enseignement supérieur différents, principalement sous forme de conférences ouvertes ou de présentations en classe;
- 31 établissements visités dans le cadre de la tournée étaient de niveau collégial et 5, de niveau universitaire;
- Les établissements visités se répartissent dans 15 des 17 régions administratives du Québec;
- Sur les 36 cégeps et universités visités, 32 étaient des établissements francophones et 4 étaient anglophones;
- Au total, près de 2000 étudiants collégiaux et universitaires ont été rejoints par ma tournée;
- Plus d'une trentaine d'entrevues ont été réalisées au cours de la tournée sur le sujet de l'engagement politique et citoyen des jeunes Québécois, tant dans les médias locaux, régionaux que nationaux.

1. Voir le calendrier détaillé en annexe
2. Voir la revue de presse en annexe

Entre idéalisme et pragmatisme : impressions générales

Faire cette tournée m'a permis de confirmer empiriquement ce que j'avais au préalable eu l'occasion d'étudier dans le cadre des recherches menées pour mon livre : les jeunes Québécois sont allumés et intéressés par ce qui se passe dans notre société. C'est ce qui m'a le plus frappée. Et encouragée!

Tantôt idéalistes, tantôt pragmatiques, les jeunes étudiants que j'ai rencontrés au fil de ces trois mois de tournée ont fait preuve d'une grande écoute – le regard loin de leur téléphone intelligent! –, mais aussi d'une participation qui m'a parfois surprise, tant les opinions étaient bien exprimées et habilement appuyées. À des lieues de l'image des jeunes qui est habituellement dépeinte dans le discours public! Cela a sans contredit encore davantage ragaillardi ma confiance envers ma génération.

Bien sûr, les perceptions que j'ai recueillies ne sont pas toujours exactes du point de vue des faits, mais elles demeurent néanmoins intéressantes à analyser, car ce sont justement des... perceptions. Dans le présent rapport, j'ai tenu à les transmettre sans jugement ni distorsion, pour rendre le plus fidèlement possible le regard que posent les jeunes Québécois sur notre société.

Les principaux constats de ma tournée

« Voir plus de jeunes s'impliquer pour me motiver à mon tour. »

Audrey-Ann Perry-Dupuis, Vallée-Jonction

Pour faire ressortir les principaux constats de ma tournée des cégeps et des universités, je me suis d'abord basée sur les échanges que j'ai pu avoir avec les étudiants pendant les périodes de questions à la fin de mes conférences, mais également sur un défi que je leur ai lancé, partout où je suis passée : je leur ai demandé de mettre sur papier, en quelques mots seulement, leur plus grand rêve politique. Que ce soit une idée forte ou un souhait plus général, une politique publique ou un moyen de rendre la politique plus attractive à leurs yeux, toutes les réponses étaient les bienvenues. Cela a pu m'en apprendre beaucoup sur les nombreuses aspirations des jeunes Québécois.

La discussion s'est poursuivie au-delà de ces rencontres, puisque de nombreux jeunes ont continué de communiquer avec moi par le biais des réseaux sociaux, tant pour partager leur pensée avec moi que pour me questionner. Certains m'ont même informée de leur intention nouvelle de s'informer, de s'engager, de s'impliquer; c'était exactement le but espéré.



Constat #1 : La jeunesse ne forme pas un bloc monolithique

Cet élément se pose tant comme avertissement que comme constat.

En effet, bien que les discussions et les débats aient été similaires partout où je suis passée dans ma tournée, les points de vue exprimés par les jeunes – même quand l'un d'eux se dégageait de façon majoritaire ou revenait plus souvent parmi les souhaits exprimés – étaient d'une grande diversité.

Cela est sans compter que ma tournée n'a malheureusement pas pu rejoindre toutes les catégories de jeunes, se limitant aux étudiants universitaires et (surtout!) collégiaux. De plus, elle a majoritairement rejoint celles et ceux gravitant dans les domaines liés aux sciences humaines. Finalement, certaines régions ont été mieux couvertes que d'autres. Il va sans dire que l'ensemble de ces facteurs a certainement un impact sur les résultats ici rassemblés.

Cela étant dit, j'ai néanmoins été étonnée de constater à quel point les enjeux identifiés et les discussions entamées ont pu se ressembler, de conférence en conférence, de cégep en cégep, de région en région. Une certaine conscience nationale générationnelle existe donc bel et bien au Québec, même si elle s'exprime évidemment dans un éventail d'opinions diversifiées.

Constat #2 : Les jeunes ont soif de comprendre davantage la politique

« Il faudrait avoir davantage de cours de politique obligatoires au secondaire ou au cégep pour sensibiliser les jeunes plus tôt et les intéresser à la politique. »

Tsvetan Mihaylov, Longueuil

Au moment où le niveau d'intérêt des jeunes envers la politique est considéré comme alarmant par plusieurs observateurs, comme en font notamment foi les faibles taux de participation aux élections et la présence moins importante des nouvelles cohortes générationnelles au sein des militants de partis politiques, le désir ardent qu'ils ont pourtant de comprendre davantage la politique est très certainement le constat principal se dégageant de ma tournée. Les jeunes sont d'ailleurs eux-mêmes les premiers à le reconnaître. Selon eux, cet état de fait est toutefois le résultat de la nonconscientisation de leur génération aux enjeux politiques, menant à une mécompréhension du fonctionnement et de la mission fondamentale de la politique.

Il est triste de constater que les jeunes ne se sentent pas outillés pour faire des choix de société éclairés. Quand arrivent les élections et le temps d'aller voter, beaucoup affirment avoir été pris au dépourvu, ce qui explique l'abstention de certains. D'autres, dans le cas des nouveaux électeurs, n'avaient pas envisagé d'y aller pour les mêmes raisons. Ce désarroi s'est manifesté tant dans mes échanges avec les étudiants que dans les plus grands souhaits politiques exprimés. Plusieurs répondants aimeraient ainsi être en mesure d'en apprendre davantage sur la politique, que ce soit par des cours, par des conférences ou encore par d'autres activités politiques, partisanes ou pas. Le message est clair : les jeunes veulent être en mesure de connaître les bases de la politique pour la comprendre et ensuite l'investir, sans quoi ils se sentent démunis par rapport à elle.

Comprendre le fonctionnement de notre système politique et ses fondements, le rôle des élus, la différence entre les paliers, les façons de voter et de s'exprimer, jusqu'aux différentes manières de s'informer sont autant de connaissances défailtantes ayant été mentionnées. D'autres appellent la classe politique à se rendre plus disponible pour accueillir les jeunes qui souhaitent en apprendre davantage sur le sujet. Plusieurs ont aussi rappelé l'importance que les étudiants soient informés plus tôt, tant au cégep que dans les classes des écoles secondaires, par l'instauration de cours de politique, qu'on pourrait englober dans un cursus d' « éducation à la citoyenneté ».

L'organisation d'événements ou d'initiatives à caractère politique dans les institutions secondaires ou postsecondaires a aussi été mise en avant par plusieurs répondants, ces activités étant perçues comme des occasions uniques pour les étudiants de rencontrer des élus ou de poser les premiers jalons d'un engagement militant. Les jeunes veulent que la politique puisse venir à eux, notamment parce qu'ils soulèvent qu'il est difficile de savoir comment s'y prendre si on n'est pas issu d'un milieu particulièrement politisé. Actuellement, souvent pour éviter la perception de favoriser un parti, bon nombre d'institutions d'enseignement encadrent étroitement les activités politiques au sein de leur établissement, voire les interdisent carrément. La volonté des répondants d'accroître cette présence dans leur milieu scolaire pour favoriser la familiarisation s'oppose donc nettement à cette vision. Les jeunes rejettent ainsi le tabou entourant les débats politiques et vont jusqu'à le pointer du doigt pour leur manque de connaissances.

Plusieurs étudiants aimeraient finalement que la politique soit plus facile à comprendre et que l'information soit plus accessible pour les membres de leur génération. D'abord, des jeunes émettent le souhait que les termes utilisés par les représentants des partis politiques soient « moins compliqués », que le niveau de langage soit adapté à un public qui ne suit pas la politique tous les jours. Enfin, plusieurs jeunes ont aussi souligné l'importance que les politiciens utilisent davantage les réseaux sociaux, comme Facebook, pour les rejoindre dans leur quotidien. Certains proposent par exemple un usage plus fréquent des publications sponsorisées « pour annoncer certaines nouvelles importantes » et, ainsi, faire en sorte que les jeunes, qui consultent moins les médias traditionnels, soient eux aussi mis au courant des grandes idées ou décisions du monde politique.

Cet élément se pose tant comme avertissement que comme constat.

En effet, bien que les discussions et les débats aient été similaires partout où je suis passée dans ma tournée, les points de vue exprimés par les jeunes – même quand l'un d'eux se dégageait de façon majoritaire ou revenait plus souvent parmi les souhaits exprimés – étaient d'une grande diversité.

Cela est sans compter que ma tournée n'a malheureusement pas pu rejoindre toutes les catégories de jeunes, se limitant aux étudiants universitaires et (surtout!) collégiaux. De plus, elle a majoritairement rejoint celles et ceux gravitant dans les domaines liés aux sciences humaines. Finalement, certaines régions ont été mieux couvertes que d'autres. Il va sans dire que l'ensemble de ces facteurs a certainement un impact sur les résultats ici rassemblés.

Cela étant dit, j'ai néanmoins été étonnée de constater à quel point les enjeux identifiés et les discussions entamées ont pu se ressembler, de conférence en conférence, de cégep en cégep, de région en région. Une certaine conscience nationale générationnelle existe donc bel et bien au Québec, même si elle s'exprime évidemment dans un éventail d'opinions diversifiées.

Constat #3 : Nos institutions remises en question

« Je pense qu'une des bases fondamentales est de pouvoir avoir confiance en ceux qui sont au pouvoir et en ceux qui désirent l'être. »

Marie-Jade Munger, Saguenay

S'il y a un constat de ma tournée qui devrait interpeller l'ensemble de la classe politique, c'est bien celui-ci. Nous savons déjà quel point le cynisme ambiant pèse lourdement dans nos relations avec les électeurs, mais il est préoccupant de constater que ce cynisme est également bien présent – et de façon encore plus sournoise – chez la jeunesse québécoise. Cela n'empêche pas l'idéalisme, mais cet idéalisme se pose en dehors de la façon dont fonctionnent actuellement nos institutions.

En effet, l'image des femmes et des hommes politiques que cultivent les jeunes est globalement assez négative. Plusieurs ont soulevé les liens avec les scandales de corruption, déploré que les actions semblent trop souvent posées en fonction d'une éventuelle réélection et dénoncé l'accumulation des mandats ainsi que les « primes de départ ». La perception que les politiciens ne respectent pas leurs promesses une fois au pouvoir pèse également très lourd dans la perception qu'entretiennent les jeunes à l'égard des élus.

Pour éviter un rejet pur et simple du système et un désengagement encore plus grand envers nos institutions démocratiques, il faut agir rapidement et proposer des réformes qui contribueront à rebâtir la confiance entre la classe politique

et la population, mais aussi à bâtir ces premiers ponts avec les jeunes, qui – en raison des nombreux scandales et de la morosité générale ambiante – n’ont jamais vraiment vécu dans un contexte où la politique a été perçue comme un moyen honnête et noble de changer le monde.

Pour cela, il faut considérer les idées mises en avant par la nouvelle génération pour réformer notre système politique et nos institutions. De nombreuses propositions ont d’ailleurs été avancées par les jeunes dans le cadre de ma tournée. La réforme du mode de scrutin, l’accessibilité du vote et une consultation accrue des citoyens figurent en tête de celles-ci.

Dans le premier cas, c’est le désir que « la voix de tous puisse être entendue » qui semble retenir davantage l’attention. En effet, les jeunes qui donnent la priorité à une réforme du mode de scrutin comprenant au minimum une composante de proportionnalité le font, pour la plupart, en invoquant la motivation de vouloir donner à tous les citoyens la possibilité de faire pencher la balance avec leur vote. Ainsi, selon eux, cela permettrait une meilleure représentativité de l’arc-en-ciel idéologique de la population québécoise.

Plusieurs jeunes ont également noté qu’un changement du mode de scrutin pourrait permettre l’avènement d’une culture politique moins partisane, où la collaboration serait davantage présente, au-delà des allégeances. Certains sont allés jusqu’à proposer l’abandon des lignes de parti, voire l’abolition des partis politiques, purement et simplement, toujours dans ce même objectif de réduire la partisanerie.



En ce qui a trait à l’accessibilité du vote, des jeunes ont émis le souhait que la participation électorale puisse se faire par Internet, en utilisant une application mobile, par exemple. Selon ces répondants, un tel outil les aiderait à prendre part à la vie démocratique, puisque cela permettrait de rapprocher la prise de décision de leur quotidien, très lié à la technologie. Quelques-uns ont également évoqué l’importance d’abaisser l’âge du droit de vote à 16 ans, pour intéresser les jeunes plus tôt à la politique et leur permettre de prendre part à la vie démocratique de la société, eux qui sont déjà souvent sur le marché du travail et contribuent au Trésor public par le paiement de taxes et d’impôts.

Globalement, les jeunes ont surtout soulevé qu’ils ne se sentent pas assez écoutés par la classe politique. Après tout, dans plusieurs États du monde, les citoyens sont consultés par voie démocratique sur des enjeux divers bien plus souvent que pour élire des représentants.

Pour rendre la démocratie plus participative et plus « directe », plusieurs jeunes ont donc proposé l’usage plus fréquent des référendums pour prendre des décisions politiques. Le modèle suisse, figure exceptionnelle de démocratie, a d’ailleurs été cité plusieurs fois en exemple par les répondants. Rappelons que dans ce pays, tout citoyen peut demander l’approbation d’une loi par référendum, moyennant un certain nombre d’appuis au préalable. La question des pétitions adressées à l’Assemblée nationale a également été évoquée, les jeunes trouvant anormal que le gouvernement ne soit pas obligé de se saisir d’une pétition une fois qu’elle est déposée, même si elle est appuyée par des milliers de Québécois. Pour eux, il faudrait obliger le gouvernement à faire certains gestes si une pétition recueille un minimum de signatures, afin d’encourager la mobilisation citoyenne et donner une voix plus forte à la population.

Constat #4 : Vivement une meilleure représentation politique

« Il serait important de voir une meilleure représentation au gouvernement : plus de femmes, plus de minorités, plus de jeunes, etc. »

Ricardo Arena, Kirkland

À une époque où certains qualifient le féminisme de dépassé, j'ai été rassurée de voir les jeunes rencontrés dans ma tournée – tous genres confondus – se préoccuper de l'avancement du droit des femmes et déplorer leur faible représentativité dans les sphères de pouvoir. Au Cégep de La Pocatière, par exemple, les questions ont fusé pour me demander pourquoi il n'existait pas encore de loi garantissant la parité entre les femmes et les hommes au sein de notre Parlement. Contrairement aux débats divisés de la sphère publique et médiatique, cette question semblait relever d'une banale évidence à leurs yeux. Pour ces jeunes rencontrés un peu partout au Québec, en 2018, plus aucune barrière ne devrait exister pour les femmes qui souhaitent se lancer en politique. Il ne revient donc qu'aux partis politiques de faire les efforts nécessaires pour arriver à recruter davantage de femmes, afin d'accroître leur présence à l'Assemblée nationale.

Les jeunes étudiants montréalais étaient quant à eux nombreux à déplorer la faiblesse de la représentation de la diversité québécoise dans nos institutions démocratiques. Certains m'ont même avoué qu'il s'agissait là d'une des raisons les repoussant de la politique – celle-ci ne représentant pas fidèlement le modèle qu'ils conçoivent de leur propre société, de leur réalité. Certains jeunes m'ont même confié une impression voulant que « les Québécois «blancs» refusent de partager les postes politiques avec les Québécois d'autres origines » pour « se garder plus de pouvoir », ce qui démontre bien « l'injustice » perçue et le potentiel de division qu'elle peut entraîner.

De plus, lorsque je partageais avec eux les statistiques de représentativité des différentes cohortes générationnelles à l'Assemblée nationale, les jeunes étaient bien souvent renversés de constater à quel point leur influence politique était limitée par rapport à l'importance de leur nombre dans l'électorat québécois. Cette prise de conscience les menait souvent à souhaiter que davantage de place leur soit réservée dans la sphère politique, mais également à comprendre qu'il est important pour eux de s'y engager.



Par ailleurs, pour plusieurs étudiants, le désintérêt des jeunes envers la politique est nécessairement dû à la faiblesse de la représentation de notre génération dans la sphère politique. Pour eux, il est évident que les politiciens ne sont pas à l'écoute de la jeunesse si ce même pouvoir politique est réservé aux gens plus âgés. Les jeunes doivent donc prendre leur place et investir la classe politique pour qu'un plus grand nombre de milléniaux soient au pouvoir et, ainsi, que les politiciens prennent davantage en compte les idées de la jeunesse québécoise. Comme pour la présence des femmes à l'Assemblée nationale, certains étudiants ont émis l'idée que des sièges soient réservés à de jeunes élus afin d'améliorer la représentativité de la jeunesse. Par conséquent, dans les souhaits politiques exprimés par les jeunes, un message est revenu souvent : l'importance d'aller voter pour avoir des politiciens à l'écoute de nos idées. Beaucoup ont soutenu que

la meilleure façon d'élire de jeunes députés, c'est de les appuyer, notamment avec notre vote. Selon ces mêmes répondants, les jeunes sont ceux qui ont le plus d'intérêt à aller voter, car c'est nous qui vivons le plus longtemps avec les décisions politiques prises en ce moment.

Quelques réponses d'étudiants ont également fait référence à l'importance pour les partis politiques de recruter des candidats appartenant aux communautés LGBTQ+.

Constat #5 : L'environnement et l'éducation au cœur des préoccupations

« I think I would be more likely to get involved in politics if I saw our politicians get dedicated to global issues like environment and education. »

Isabelle Martinez, Sherbrooke

En analysant les réponses reçues quant aux plus grands souhaits politiques des étudiants rencontrés au cours de ma tournée, une certitude s'impose : l'environnement et l'éducation se révèlent comme les deux plus grandes priorités des étudiants consultés. Et les deux enjeux sont souvent intrinsèquement liés.

En effet, les participants à mes conférences ont souvent soulevé l'importance de la conscientisation de la population pour veiller aux enjeux environnementaux. L'éducation populaire est perçue comme une méthode à préconiser pour arriver à sensibiliser les Québécois quant aux gestes nécessaires à faire pour contrer la crise environnementale. Cette dernière préoccupe énormément les jeunes, pour qui les changements climatiques constituent « la plus grande menace de notre époque ». Ils déplorent par conséquent que l'environnement ne semble pas figurer parmi les priorités de la classe politique et que cet enjeu prend trop peu de place dans les campagnes électorales, alors que, comme ils le soulignent bien, c'est leur avenir qui est en jeu. Si les citoyens étaient plus au courant des tenants et aboutissants des différents enjeux environnementaux, les jeunes croient que nous pourrions alors agir beaucoup mieux pour contrer les problèmes qui se dessinent à l'horizon. Des plus grandes restrictions pour les entreprises polluantes à l'interdiction des sacs et des pailles en plastique sur le territoire québécois, en passant par le développement du transport actif et en commun, la hiérarchisation économique des industries des énergies renouvelables et le désinvestissement de celles des énergies fossiles, les jeunes veulent avoir les moyens d'agir et proposent des solutions concrètes pour un impact global. Plusieurs donnent également la priorité à des gestes individuels et collectifs en faveur de la réduction du gaspillage, comme l'adoption d'un mode de consommation « zéro déchet » pour les individus et les entreprises, ou encore un plus grand contrôle de l'utilisation de l'eau potable. Beaucoup de jeunes ont également rappelé l'importance de la consommation locale, par exemple sur le plan de l'alimentation. Il est déjà connu que de plus en plus de jeunes Québécois optent pour une alimentation végétarienne, motivés notamment par des raisons environnementales, mais il est intéressant de noter que plusieurs sont préoccupés par la provenance de leur nourriture. Ils souhaitent que ce qui se retrouve dans leur assiette puisse être exempt de pesticides ou d'OGM néfastes pour la nature.

Des jeunes désirent aller encore plus loin en suggérant que la préservation de notre environnement devienne un réel projet de société qui permettrait « d'opérer un véritable changement de paradigme » et qui, en étant axé sur le défi climatique, rappellerait l'importance de la transition énergétique et serait conséquemment « une opportunité de réformer notre modèle de société ». D'autres suggèrent d'alimenter notre fierté nationale en faisant de l'environnement une priorité, en prenant exemple sur les pays scandinaves, comme le Danemark.

Les étudiants que j'ai rencontrés ont par ailleurs été très virulents dans leurs critiques envers notre système d'éducation, ces dernières concernant tant le fonctionnement du système en lui-même que les différentes matières enseignées, l'accessibilité aux études supérieures et surtout – encore une fois – l'impression généralisée que la classe politique semble accorder une faible importance à l'éducation. Leur analyse est sans équivoque : pour le gouvernement, l'éducation n'est pas une priorité. Les coupes budgétaires entraînant une détérioration de la qualité des services étaient la plupart du temps pointées du doigt comme étant la preuve tangible de ce laisser-aller. Pour corriger la situation, les jeunes suggèrent une baisse des frais de scolarité, un financement plus important du système d'éducation et une réforme globale du système.

On remarque que l'impact de la mobilisation étudiante de 2012 se fait toujours sentir, alors que certains étudiants rêvent encore de recréer un tel mouvement pour arriver à obtenir la gratuité des études postsecondaires à l'université. Quelques-uns ont fait valoir qu'il était injuste pour un jeune désirent obtenir un baccalauréat en sciences humaines qu'il lui



en coûte plus cher qu'à cet autre jeune désirent poursuivre des études de nature technique, nécessitant par exemple un équipement en milieu scolaire coûtant certainement plus cher à l'État. Surtout, les répondants qui ont donné la priorité à l'enjeu d'une plus grande accessibilité aux études universitaires le faisaient sur la base de l'endettement étudiant, qui est perçu par eux comme un frein au début de leur vie d'adulte. Certains ont carrément évoqué la peur d'être sous l'emprise de la spirale de l'endettement dès leur majorité, en raison des sommes qu'ils devront emprunter. Outre la gratuité scolaire, l'idée de garantir un meilleur soutien financier aux étudiants, que ce soit sous forme de bourses, de prêts ou de crédits d'impôt plus généreux, a aussi eu la cote parmi les plus grands souhaits politiques évoqués.

De plus, pour que les étudiants continuent de vouloir aller à l'école, bon nombre d'entre eux soutiennent que l'éducation doit être hautement financée et soutenue par le gouvernement, car les jeunes « forgent l'avenir du Québec ». Ils demandent donc plus de financement pour plus de qualité dans l'enseignement au Québec, à tous les niveaux. D'autres suggèrent de mettre les budgets de l'éducation à l'abri des compressions budgétaires, qui seraient malheureusement, aux yeux de certains, « devenues la norme » au Québec.

Quant à la réforme en profondeur du système, proposée par certains, elle concerne autant un changement de culture souhaité sur le plan de l'évaluation des compétences des étudiants que le désir d'intégrer plus de souplesse dans les programmes et un choix de cours moins rigide, plus axé sur les intérêts personnels. Pour d'autres, elle passerait aussi par l'instauration d'un processus d'évaluation périodique des membres du corps professoral pour assurer une meilleure qualité de l'enseignement, ainsi que par une plus grande offre de programmes d'études postsecondaires dans les régions éloignées, pour que les jeunes puissent y demeurer. Enfin, plusieurs croient que l'école devrait obliger une pratique sportive soutenue pour tous les étudiants, à tous les niveaux. La diminution du coût de l'inscription aux activités sportives et l'augmentation du nombre d'infrastructures disponibles ont également été mentionnées.

Constat #6 : Pour une vision sociale axée sur le long terme

« J'aimerais que le Québec soit l'endroit où il y a le moins d'inégalités sociales au monde. »

- - - - Francis Paradis-Dubreuil, Montréal

Les fois où j'ai entendu les jeunes rencontrés au cours de ma tournée déplorer la vision à courte vue des politiciens sur les enjeux sociaux sont nombreuses. La même déception s'est déclinée à travers les souhaits politiques exprimés. Les jeunes ont parfois l'impression que la classe politique parle beaucoup mais agit peu, le plus souvent avec une vision à court terme plutôt qu'à long terme.

Plusieurs jeunes ont notamment déploré le refus du gouvernement de hausser le salaire minimum à 15 \$ de l'heure, eux qui sont souvent parmi cette catégorie de travailleurs précaires. Certains soutiennent qu'il est ainsi impossible pour eux de concilier travail et études, ce qui affecte durement leurs résultats scolaires. Un meilleur revenu pour les étudiants au salaire minimum serait pour eux garant de plus d'argent pour l'État, puisqu'ils pourraient compléter leurs études postsecondaires plus rapidement et, ainsi, occuper un emploi et payer davantage d'impôts. Quelques-uns ont aussi soulevé l'inquiétude de ne pas avoir accès à une retraite décente en raison du vieillissement de la population et de la hausse des coûts en santé. Pour ces jeunes, cela signifie que moins d'argent sera disponible une fois leur tour venu.

Beaucoup d'étudiants ont aussi formulé le souhait plus global d'arriver à éliminer les écarts de richesse entre les riches et les pauvres, notamment avec l'instauration d'un revenu minimum garanti. Ces souhaits s'inscrivent le plus souvent dans une quête pour plus d'égalité, qu'elle soit en fonction du revenu, de l'origine ou encore du sexe de la personne, l'équité salariale entre les femmes et les hommes étant toujours recherchée. Les jeunes femmes ont été nombreuses à le souligner.

Pour arriver à une diminution, voire à l'élimination, des inégalités sociales, certains étudiants ont avancé d'autres pistes de solution, comme un accroissement des revenus de l'État par la nationalisation des banques, ou encore par une imposition plus élevée des mieux nantis et des entreprises privées. Des étudiants ont également proposé de revoir les taux d'imposition pour les ajuster non en fonction du salaire, mais plutôt en fonction de l'âge, pour permettre aux jeunes d'être moins imposés et, ainsi, de bénéficier d'une meilleure poussée de départ pour réussir leur vie adulte. Pour certains autres, la recherche d'une plus grande égalité sociale passerait plutôt carrément par un désengagement de l'État – qui devrait cesser de percevoir les taxes à la consommation, par exemple. Quelques étudiants ont en outre suggéré de revoir à la baisse les tarifs d'électricité fournis par Hydro-Québec, car ils considèrent qu'ils sont trop élevés pour la classe moyenne.

Enfin, une diversité d'autres enjeux sociaux a également été exprimée au fil de ma tournée : le temps d'attente en santé, l'amélioration des conditions de travail du personnel hospitalier, les soins aux personnes âgées, le racisme, l'intégration des immigrants au marché du travail, les relations avec les Premières Nations, le contrôle des armes à feu, la décriminalisation des drogues, la laïcité, la cruauté envers les animaux, le soutien aux agriculteurs, etc. Autant de sujets qui préoccupent les étudiants que j'ai rencontrés, le plus souvent dans une perspective de construire de nouveaux projets de société.

Constat #7 : Fiers d'être Québécois

« Je souhaite que chaque personne, peu importe son origine ou sa classe sociale, puisse être bien et fière de vivre au Québec. »

Louis-Pier Gagnon, Rivière-Ouelle

Le sentiment identitaire des jeunes Québécois rencontrés au cours de ma tournée était totalement décomplexé. Les jeunes s'identifient au Québec, ont un sentiment d'appartenance à la nation et sont fiers d'en faire partie. Cela ne les empêche pas de se sentir profondément citoyens du monde qui les entoure.

D'abord, il est intéressant de noter que plusieurs jeunes ont déploré le faible sentiment de fierté qu'ils perçoivent au Québec. Ainsi, certains ont émis le souhait très simple que « les Québécois soient plus fiers d'être Québécois ».

Au Lennoxville College, j'ai d'ailleurs eu des discussions très enrichissantes avec les étudiants – anglophones, pour la plupart – sur l'existence de ce sentiment nationaliste, même quand on n'appartient pas à la

« majorité francophone ». En effet, plusieurs m'ont dit qu'ils se sentaient différents des autres Canadiens, même s'ils ne se considèrent pas nécessairement comme « Québécois » d'abord. Et ils retirent une fierté tangible de cette différence. Néanmoins, dans certains milieux montréalais, les frictions étaient plus palpables. D'un côté, des étudiants anglophones considèrent par exemple que le français serait « trop imposé » dans la société québécoise, alors que, de l'autre, certains étudiants francophones décrivent le déclin du français au Québec. Quelques répondants ont ainsi partagé leur rêve de voir les anglophones et les francophones bâtir une meilleure relation dans l'avenir, notamment dans une recherche d'équité entre les deux communautés, pour renforcer le sentiment de vivre dans un Québec pluriel de ses identités, mais uni.



Constat #8 : La question nationale, entre curiosité et débat

« Mon rêve en politique est de voir le Québec souverain et je suis convaincu qu'un jour on y parviendra. »

David Tremblay, Saint-Siméon

Bien que ma tournée était de nature non partisane, comme députée du Parti Québécois, il est certain qu'en racontant aux jeunes mon parcours et mes motivations, j'ai abordé avec eux la question nationale; d'abord en leur expliquant pourquoi et comment j'étais devenue souverainiste, puis en partageant avec eux que c'est avec cette conviction ancrée dans ma tête et dans mon cœur que j'ai pris le chemin de la politique, puisque c'est cette idée fondamentale qui m'y a menée.



Malgré que beaucoup prétendent que les jeunes d'aujourd'hui ne se préoccupent pas de cette question, c'est pourtant le sujet qui a retenu le plus l'attention pendant les périodes d'échanges avec les étudiants, et ce, lors de la quasi-totalité de mes conférences. Parfois sous forme de débats – certains jeunes tenant à expliquer pourquoi ils étaient favorables ou défavorables à l'indépendance du Québec – mais, surtout, sous forme de questionnements. Après tout, comme moi, les membres de ma génération – et c'est encore plus vrai pour les plus jeunes des milléniaux – n'ont jamais vécu dans un contexte où la question nationale était à l'avant-scène de l'actualité. Bien sûr, ils savent qu'il y a déjà eu deux référendums sur le statut politique du Québec, mais les raisons en sont souvent pour eux nébuleuses. Ils n'ont jamais eu à se poser la question sur la

pertinence de l'idée d'indépendance et n'y ont jamais été exposés, tant à l'école que dans leur entourage, de façon générale. C'est pourquoi ils ont si avides de comprendre.

Preuve que le sujet est encore hautement polarisant : bon nombre de souhaits formulés ont fait référence à la question nationale. Bien que la vaste majorité d'entre eux se voulait en faveur de l'indépendance du Québec, d'autres étudiants ont formulé le vœu contraire, de deux façons : soit que le Québec demeure une province du Canada et que cela soit clair « une fois pour toutes », soit de tout simplement cesser le débat sur cette question et de « passer à autre chose ».

Pour les jeunes étant favorables à l'idée d'indépendance, cet appui s'exprimait surtout par des motivations identitaires ou économiques, mais faisait également souvent référence à l'ambition que nous devons avoir pour nous-mêmes. En effet, plusieurs étudiants ont dit vouloir que le Québec devienne un pays pour que nous puissions avoir davantage d'influence, tant sur les provinces canadiennes que sur le reste des pays du monde.

Cela étant dit, certains répondants ont également mentionné expressément que leur plus grand souhait est de voir le Québec « rester fort dans un Canada uni ». Près de la moitié des réponses obtenues en ce sens provenaient d'étudiants anglophones, alors que seulement quatre de mes conférences (sur 38) ont été données dans des établissements de langue anglaise, preuve du fossé linguistique qui demeure sur cette question.

Néanmoins, un fait est à noter : c'est dans les milieux réputés pour être les plus difficiles pour le mouvement souverainiste

Conclusion

« Les politiciens devraient promouvoir leur programme auprès des jeunes et s'adresser directement à nous afin que nous nous sentions impliqués, comme avec cette conférence, par exemple. »

Yasmine Djenandar, Terrebonne

À l'heure où la politique est loin d'avoir la cote – et les politiciens encore moins! –, je tiens à souligner à quel point j'ai été bien reçue, tant par les administrations, les membres du corps professoral que par les étudiants eux-mêmes, qui ont tous fait preuve d'un grand respect, malgré des idéologies parfois différentes, et, surtout, de tellement d'ouverture et de disponibilité. Je les en remercie tous sincèrement.

Dans un monde où la technologie domine et où les connaissances factuelles sont à un clic près, les jeunes recherchent maintenant quelque chose de différent dans leurs apprentissages. Ils sont à la recherche du vrai. Ils sont à la recherche de témoignages, de partages d'expériences authentiques, de ce qui pourra les faire cheminer dans leur parcours, les remettre en question, les bousculer dans leurs réflexions.

Je termine par conséquent cette tournée avec beaucoup d'optimisme, et c'est avec tout autant d'espoir que j'invite les politiciens de tous âges, tous partis confondus, à réaliser le même exercice, à un moment ou à un autre au cours de leur mandat ou de leur carrière.

En effet, je suis certaine que tous les élus gagneraient à réaliser ce genre de tournée auprès de la jeunesse, non seulement pour mieux en saisir l'état d'esprit et en augmenter leur compréhension, mais aussi pour transmettre et partager cette passion pour la chose publique que nous avons tous en commun, au-delà des affiliations partisans, pour ainsi ajouter cette petite pierre dans la construction de l'avenir.



Annexe I : Calendrier détaillé de ma tournée

Établissement	Région	Date
Collège d'Alma	Saguenay–Lac-Saint-Jean	31 janvier
Cégep de Jonquière	Saguenay–Lac-Saint-Jean	31 janvier
Cégep de Chicoutimi (x2)	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1er février
Cégep de Saint-Félicien	Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 février
Collège Édouard-Montpetit	Montréal	9 février
Université de Montréal	Montréal	12 février
Champlain College Lennoxville	Estrie	22 février
Cégep de Sherbrooke	Estrie	23 février
Université de Sherbrooke	Estrie	23 février
Bishop's University	Estrie	26 février
Cégep de Bois-de-Boulogne	Montréal	27 février
Vanier College	Montréal	28 février
Cégep Marie-Victorin	Montréal	28 février
Cégep de l'Outaouais	Outaouais	2 mars
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Val-d'Or	Abitibi-Témiscamingue	12 mars
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	12 mars
Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis	Chaudière-Appalaches	13 mars
Université de Montréal	Montréal	16 mars
Université du Québec à Montréal (UQÀM)	Montréal	19 mars
École nationale d'administration publique (ÉNAP), campus de Québec + vidéoconférence avec les campus de Montréal et de Gatineau	Capitale-Nationale	20 mars
Collège Jean-de-Brébeuf	Montréal	23 mars
Université Laval	Capitale-Nationale	26 mars
Université du Québec à Rimouski (UQÀR)	Bas-Saint-Laurent	3 avril
Centre d'études collégiales (CEC) matapédien à Amqui	Gaspésie	3 avril
Cégep de la Gaspésie et des Îles, campus de Gaspé	Gaspésie	4 avril
Centre d'études collégiales (CEC) de Charlevoix à La Malbaie	Capitale-Nationale	6 avril
Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption	Lanaudière	9 avril
Université Laval	Capitale-Nationale	10 avril
Cégep de La Pocatière	Bas-Saint-Laurent	12 avril
Cégep Beauce-Appalaches, campus de Saint-Georges	Chaudière-Appalaches	12 avril
Collège Shawinigan	Mauricie	16 avril
Cégep Beauce-Appalaches, campus Sainte-Marie	Chaudière-Appalaches	19 avril
Collège Montmorency	Laval	23 avril
Cégep de Baie-Comeau	Côte-Nord	26 avril
Cégep de Sept-Îles	Côte-Nord	27 avril
Centre d'études collégiales (CEC) de Chibougamau	Nord-du-Québec	30 avril
Cégep de Valleyfield	Montréal	1er mai
John Abbott College	Montréal	4 mai

Annexe 2 : Revue de presse

Villeneuve, Denis. « Catherine Fournier inspire ». Le Quotidien. En ligne. 1er février 2018. <https://www.lequotidien.com/actualites/catherine-fournier-inspire-70f9652e623e518d7e9d8f6d6bbd77ea>

« Comment intéresser les jeunes à la politique? ». Radio-Canada Saguenay–Lac-Saint-Jean. En ligne. 1er février 2018. <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/style-libre/segments/entrevue/57530/comment-interesser-les-jeunes-a-la-politique>

Boivin, Stéphane. « Catherine Fournier cultive l'audace d'agir ». Communications étudiantes universitaires de Chicoutimi (CEUC). En ligne. 1er février 2018. <http://ceuc.ca/2018/02/01/catherine-fournier-cultive-laudace-dagir/>

Pilote, Simone. « L'audace d'agir de Catherine Fournier ». La Pige. En ligne. 1er février 2018. <http://atm.cegepjonquiere.ca/journalisme/2018/02/01/laudace-dagir-de-catherine-fournier/>

Rythme FM Saguenay. En ligne. 2 février 2018. http://prodstoreacc4187.blob.core.windows.net/prod-20180202/catherien__1517583817152411.mp3

Pilote, Simone. « PQ : Catherine Fournier termine sa tournée ». Le Quotidien. En ligne. 2 février 2018. <https://www.lequotidien.com/actualites/politique/pq-catherine-fournier-termine-sa-tournee-8524043e0426ce157fd-0777b82fb04da>

« Young MNA comes to Champlain and Bishop's to discuss political engagement with Millennials ». The Sherbrooke Record. En ligne. 27 février 2018. <https://www.sherbrookerecord.com/young-mna-comes-to-%C2%ADchamplain-and-bishops-to-discuss-political-%C2%ADengagement-with-%C2%ADmillennials/>

Fazioli, Domenic. « PQ MNA visits Vanier College ». City Montreal. En ligne. 1er mars 2018. <https://www.msn.com/en-ca/video/watch/pq-mna-visits-vanier-college/vp-BBJJQKm>

CFAK 88,3. En ligne. 2 mars 2018. <http://cfak883.usherbrooke.ca/podcast/menu-politique-2-mars-2018/>

« Catherine Fournier souhaite voir les jeunes s'impliquer en politique ». Radio-Canada Abitibi-Témiscamingue. En ligne. 12 mars 2018. <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/region-zero-8/segments/entrevue/63047/catherine-fournier-parti-quebecois-jeunesse-scene-politique>

« Catherine Fournier veut mobiliser les jeunes du Québec ». L'Écho Abitibien. En ligne. 12 mars 2018. <https://www.lechoabitibien.ca/actualites/2018/3/12/catherine-fournier-veut-mobiliser-les-jeunes-du-quebec.html>

Folliot, Audrey. « Catherine Fournier parle engagement politique avec les milléniaux ». Énergie 102,7. En ligne. 13 mars 2018. <http://www.iheartradio.ca/energie/energie-val-d-or/nouvelles/catherine-fournier-parle-engagement-politique-avec-les-milleniaux-1.3686682>

Maltais, Valérie. « Intéresser les jeunes à la politique pour qu'elle s'intéresse à eux ». Le Journal de Lévis. En ligne. 20 mars 2018, p. 14. http://monjournallocal.com/HebdosQuebec/ePaper/viewer.html?publication=lejournaldelevis&date=20_03_2018&tpuid=136#page/14

Langlais, Jean-Philippe. « La députée Catherine Fournier parle de politique avec les milléniaux ». L'Avantage Gaspésien. En ligne. 4 avril 2018. <https://www.lavantage.qc.ca/actualites/politique/2018/4/4/la-deputee-catherine-fournier-parle-de-politique-avec-les-millenn.html>

« Jeunes en politique : un appel à participer ». Télé-Gaspé. En ligne. 4 avril 2018. <https://www.telegaspe.ca/2018/04/04/jeunes-en-politique-un-appel-a-participer/>

Collin, Stéphanie. « En tournée pour inciter l'implication des jeunes ». TVA – CHAU. En ligne. 4 avril 2018. <https://cimtchau.ca/nouvelles/en-tournee-pour-inciter-limplication-des-jeunes/>

Philibert, Gilles. « Un livre pour inciter les milléniaux à s'impliquer en politique ». Radio Gaspésie. En ligne. 5 avril 2018.

Annexe 2 : Revue de presse

<https://www.radiogaspesie.ca/nouvelles/actualite/catherine-fournier/>

Thibault, Jean-Philippe. « Tournée de Catherine Fournier pour intéresser les jeunes à la politique active ». Le Pharillon. En ligne. 5 avril 2018. <http://www.lepharillon.ca/jeunesse-politique-active/>

« L'actualité commentée par Catherine Fournier du Parti Québécois ». CKIA 88,3 Radio urbaine. En ligne. 6 avril 2018. <https://www.facebook.com/quebecveille/videos/418148865300592/>

Desgagnés, Émilie. « Catherine Fournier s'adresse aux jeunes à La Malbaie ». CIHO FM Charlevoix. En ligne. 7 avril 2018. <http://cihofm.com/nouvelles/Catherine-Fournier-s-adresse-aux-jeunes-a-La-Malbaie-2018-04-07-06-08>